

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2014



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -25,68 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2014 s'élève à -25,68 Md € contre -27,17 Md € à fin février 2013 à périmètre constant. Cette évolution s'explique essentiellement par une hausse des

recettes (+2,98 Md €) supérieure à l'augmentation des dépenses du budget général (+0,57 Md €) et par la dégradation du solde des comptes spéciaux (-0,92 Md €).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 50,62 Md €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,28 Md € imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,17 Md €) ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,90 Md € dont 2,80 Md € au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Défense** : 2,69 Md € dont 1,94 Md € pour le programme « Préparation et emploi des forces » ;

Les dépenses nettes à fin février 2014 s'élèvent à 50,62 Md € contre 50,05 Md € à fin février 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte notamment de la hausse des dépenses d'investissement (+0,97 Md € essentiellement dus

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,38 Md € dont 1,05 Md € au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,43 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,75 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,66 Md € ;

✓ Mission **Egalité des territoires, logement et ville** : 1,37 Md € dont 1,26 Md € au titre du programme « Aide à l'accès au logement » ;

au programme « Excellence technologique des industries de défense » créé dans le cadre des nouvelles dépenses d'investissements d'avenir) et des dépenses d'intervention (+0,73 Md €) ainsi qu'à la baisse des charges de la dette (-0,97 Md €).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 32,65 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

Impôt sur le revenu : 12,32 Md € (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte provisionnel) ;

TVA : 10,56 Md € ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,31 Md € dont 0,64 Md € de mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -4,74 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,79 Md €.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 45,76 Md €

Elles s'élevaient à 43,39 Md € à périmètre constant à fin février 2013, soit une augmentation de 2,37 Md €. Cette hausse provient essentiellement de l'IR (+2,55 Md €).

Recettes non fiscales : 0,60 Md €

Les recettes non fiscales à fin février 2014 s'élèvent à 0,60 Md € contre 0,53 Md € en 2013 à périmètre constant.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -14,15 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -14,15 Md € à fin février 2014 contre -14,42 Md € à fin février 2013. Cette évolution est imputable à la baisse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 0,39 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -7,71 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,69 Md € et des recettes pour 3,40 Md €. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 1,35 Md € de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,97 Md € de recettes au titre de l'abondement

relatif à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux. Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 1,09 Md € dus essentiellement au paiement des intérêts des BTAN et des recettes pour 1,01 Md € (abondement du budget général principalement).

Au 28 février 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -7,71 Md € contre -6,79 Md € en février 2013.

Dette financière de l'Etat au 28 février : 1 482,32 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 36,42 Md €) et les BTF (émissions nettes de

2,23 Md €). Les montants des BTAN ont diminué de 18,61 Md € au cours de l'exercice.



☞ Les produits et prélèvements sur les jeux d'argent et de hasard

Les produits et prélèvements sur les jeux constituent des recettes importantes pour le budget de l'Etat. En effet, le total des lignes budgétaires retraçant ces recettes s'élevait à 3,35 Md € à fin décembre 2013. Les données chiffrées concernant les produits des jeux exploités par la Française des jeux, des casinos et des paris hippiques, sont détaillées sur les lignes 1785, 1786 et 1787 du budget général. Depuis le projet de loi de finances 2011, trois nouvelles lignes ont été ajoutées, liées à l'ouverture des jeux et paris en ligne : la ligne 1788 pour les paris sportifs physiques et sur Internet, la ligne 1789 pour les jeux de cercle sur Internet, la ligne 1790 pour les paris hippiques en ligne.

En détail,

- la ligne 1785 « **Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)** » : il s'agit essentiellement de la part des sommes mises dans les jeux de loterie (Loto, Super loto, Euro Millions...) et les jeux instantanés (jeux de grattage) revenant au budget général de l'Etat ;
- la ligne 1786 « **Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos** » : il s'agit du prélèvement

opéré sur le produit brut réel des jeux de tables et des machines à sous dans les casinos ;

- la ligne 1787 « **Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques** » : elle retrace le prélèvement dû par le Pari mutuel urbain (PMU) et les sociétés de course ;
- la ligne 1788 « **Prélèvement sur les paris sportifs** » : il s'agit du prélèvement sur les paris sportifs en dur et en ligne ;
- la ligne 1789 « **Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne** » : le prélèvement concerne essentiellement les jeux de poker en ligne ;
- la ligne 1790 « **Redevance sur les paris hippiques en ligne** » : cette redevance était, jusqu'à l'année dernière, versée au budget général. Depuis le 1^{er} janvier 2014, elle est affectée aux sociétés de courses de chevaux pour le financement de leurs missions de service public.

Le montant recouvré sur l'ensemble de ces lignes s'élève à 0,53 Md € à fin février 2014. La loi de finances initiale prévoit des recettes d'un montant de 3,53 Md € en 2014.



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page	
	Février	2014	2013 retraité 2013 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-12 950	-25 682	-27 167	-27 121	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	23 600	50 616	50 046	49 992	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	15 027	32 646	29 668	29 659	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	12 319	16 846	14 295	14 295	
- IS *	-257	48	219	219	
- TVA	10 563	25 391	24 558	24 550	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 376	-7 711	-6 788	-6 788	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-3 931	87 864			18
Dettes financières de l'Etat	23 342	1 482 324			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Dépenses de personnel	9 994	20 911	20 851	20 881
Dépenses de fonctionnement	3 520	8 806	8 953	8 878
Charges de la dette de l'Etat	780	1 625	2 595	2 595
Dépenses d'investissement	303	3 146	2 179	2 179
Dépenses d'intervention	8 897	14 966	14 233	14 223
Dépenses d'opérations financières	106	171	245	245
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	23 600	50 616	50 046	49 992
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	22 988	45 755	43 389	43 381
Recettes non fiscales	361	595	530	530
Prélèvements sur recettes	-8 527	-14 146	-14 415	-14 415
Fonds de concours	204	442	164	164
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	15 027	32 646	29 668	29 659
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	23 553	46 792	44 083	44 075
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-8 574	-17 971	-20 379	-20 333
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	212	1 814	2 292	2 292
Solde des comptes de concours financiers	-4 794	-9 754	-8 981	-8 981
Solde des comptes de commerce	204	228	-95	-95
Solde des comptes d'opérations monétaires	1	1	-89	-89
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 376	-7 711	-6 788	-6 788
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-12 950	-25 682	-27 167	-27 121



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 994	20 911	20 851	20 881
Rémunérations d'activité	5 773	11 691	11 671	11 684
Cotisations et contributions sociales	4 144	9 066	9 054	9 072
Prestations sociales et allocations diverses	77	154	126	126
AUTRES TITRES	13 606	29 705	29 196	29 111
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 520	8 806	8 953	8 878
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 458	2 934	3 157	3 094
Subventions pour charges de service public	2 062	5 872	5 796	5 785
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	780	1 625	2 595	2 595
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	780	1 625	2 595	2 595
Titre 5 - Dépenses d'investissement	303	3 146	2 179	2 179
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	202	2 838	1 777	1 777
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	101	308	401	401
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 897	14 966	14 233	14 223
Transferts aux ménages	4 765	7 632	8 112	8 102
Transferts aux entreprises	1 735	2 067	1 249	1 248
Transferts aux collectivités territoriales	570	888	906	906
Transferts aux autres collectivités	1 827	4 379	3 966	3 966
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	106	171	245	245
Prêts et avances	0	4	5	5
Dotations en fonds propres	5	5	45	45
Dépenses de participations financières	101	163	195	195
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	23 600	50 616	50 046	49 992



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2014		Cumul à fin février 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	306	314	901	533	381
Action de la France en Europe et dans le monde	250	236	402	361	216
Diplomatie culturelle et d'influence	37	60	459	136	128
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	17	40	36	37
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	296	210	484	372	419
Administration territoriale	142	134	278	260	262
Vie politique, culturelle et associative	63	4	63	5	60
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	92	72	143	107	98
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	269	288	690	752	711
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	170	196	326	399	367
Forêt	10	4	178	173	152
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	33	32	75	72	76
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	57	56	111	109	115
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	523	172	952	667	639
Aide économique et financière au développement	450	103	450	168	200
Solidarité à l'égard des pays en développement	73	69	502	499	440
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	13	22	1 947	1 930	2 027
Liens entre la Nation et son armée	7	8	19	15	15
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	6	7	1 906	1 900	1 997
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	7	22	15	15
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	47	45	127	125	125
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	29	55	55	54
Conseil économique, social et environnemental	0	0	38	38	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	34	31	32
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CULTURE	281	248	348	326	285
Patrimoines	90	90	93	107	57
Création	92	68	98	73	93
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	99	90	158	146	135
DEFENSE	2 041	2 687	6 678	8 762	7 917
Environnement et prospective de la politique de défense	172	152	280	278	267
Préparation et emploi des forces	1 738	1 938	3 841	3 975	4 154
Soutien de la politique de la défense	206	191	362	480	437
Equipement des forces	-75	406	866	2 700	3 059
Excellence technologique des industries de défense (1)	0	0	1 328	1 328	0
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	93	89	150	135	114
Coordination du travail gouvernemental	40	34	60	52	49
Protection des droits et libertés	6	5	13	12	12
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	47	50	77	71	52
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)	1 118	1 139	2 892	1 831	1 960
Infrastructures et services de transports	792	789	816	828	831
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	19	12	63	17	14
Météorologie	0	0	153	51	53
Paysages, eau et biodiversité	5	7	108	35	23
Information géographique et cartographique	0	0	71	24	23
Prévention des risques	39	25	65	29	11
Energie, climat et après-mines	3	0	352	117	299
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	260	306	795	730	707
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	470	0	0
Ville et territoires durables (1)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2014		Cumul à fin février 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	233	124	324	206	203
Développement des entreprises et du tourisme	181	74	224	111	107
Statistiques et études économiques	36	36	71	69	71
Stratégie économique et fiscale	15	14	28	26	26
Projets industriels (1)	0	0	0	0	0
Innovation (1)	0	0	0	0	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE	214	1 367	4 957	1 405	1 477
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	192	84	204	84	116
Aide à l'accès au logement	0	1 256	4 732	1 256	1 288
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1	19	0	57	66
Politique de la ville	21	7	21	7	7
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	781	826	1 757	1 726	2 827
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	780	780	1 625	1 625	2 595
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	0	45	131	100	231
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 852	5 278	11 410	10 757	10 628
Enseignement scolaire public du premier degré	1 609	1 609	3 206	3 205	3 159
Enseignement scolaire public du second degré	2 557	2 556	5 120	5 117	5 079
Vie de l'élève	680	333	1 122	727	691
Enseignement privé du premier et du second degrés	546	527	1 291	1 256	1 226
Soutien de la politique de l'éducation nationale	334	149	461	279	324
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	127	104	212	173	150
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	977	865	1 991	1 805	1 784
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	667	634	1 451	1 366	1 386
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	12	8	21	17	22
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	56	48	143	135	103
Facilitation et sécurisation des échanges	177	164	309	272	261
Entretien des bâtiments de l'Etat	8	8	10	11	8
Fonction publique	57	3	57	3	4
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	69	43	95	46	60
Immigration et asile	68	43	93	45	59
Intégration et accès à la nationalité française	2	1	2	1	1
JUSTICE	459	754	1 047	1 318	1 167
Justice judiciaire	226	251	524	494	464
Administration pénitentiaire	-65	234	131	483	478
Protection judiciaire de la jeunesse	87	60	146	108	114
Accès au droit et à la justice	191	193	198	195	68
Conduite et pilotage de la politique de la justice	19	16	48	38	43
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	44	53	77	57	49
Presse	1	31	34	35	29
Livre et industries culturelles	8	4	8	4	2
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	0	0	0
Action audiovisuelle extérieure	35	18	35	18	18



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2014		Cumul à fin février 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	1 141	494	1 167	590	143
Emploi outre-mer	1 069	432	1 092	449	36
Conditions de vie outre-mer	72	62	74	141	107
POLITIQUE DES TERRITOIRES	10	18	4	25	18
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	6	15	0	22	15
Interventions territoriales de l'Etat	4	2	4	3	3
POUVOIRS PUBLICS	0	0	990	990	991
Présidence de la République	0	0	102	102	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	6 347	2 379	14 884	5 830	5 942
Formations supérieures et recherche universitaire	52	55	5 879	2 993	3 018
Vie étudiante	614	207	1 223	456	399
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 356	1 049	4 663	1 140	986
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	669	283	1 261	315	318
Recherche spatiale	552	630	1 346	630	629
Ecosystèmes d'excellence (1)	0	0	0	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	1	89	341	135	425
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	62	29	112	107	106
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	41	37	57	53	60
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	134	277	4 277	1 596	1 628
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	11	86	3 045	984	997
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	757	138	132
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	123	123	475	475	500
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	271	336	227	357	402
Concours financiers aux communes et groupements de communes	0	48	-44	63	85
Concours financiers aux départements	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions	277	277	277	277	277
Concours spécifiques et administration	-6	12	-6	17	40
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	5 436	6 120	10 717	10 691	10 809
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 168	5 505	9 999	9 973	9 948
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	267	614	718	718	862
SANTE	536	219	547	219	182
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	18	12	29	12	14
Protection maladie	518	207	518	207	168
SECURITES (3)	1 712	1 428	3 124	2 851	2 876
Police nationale	781	747	1 504	1 471	1 490
Gendarmerie nationale	903	657	1 571	1 330	1 324
Sécurité et éducation routières	10	7	18	14	16
Sécurité civile (3)(4)	17	18	31	35	46



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2014		Cumul à fin février 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE (2)	0	0	0	0	0
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	356	2 897	10 885	3 358	3 711
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	0	0	0	348
Actions en faveur des familles vulnérables	39	21	39	21	15
Handicap et dépendance	240	2 799	10 562	3 044	3 058
Egalité entre les hommes et les femmes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	76	76	283	292	291
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	55	72	164	109	111
Sport	9	26	107	52	50
Jeunesse et vie associative	47	46	58	57	60
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	1 423	956	4 752	1 940	1 271
Accès et retour à l'emploi	378	437	3 518	1 283	994
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	985	463	1 115	542	158
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	0	0	2
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	56	119	115	117
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	31 037	29 720	88 565	61 308	60 856
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	25 602	23 600	77 848	50 616	50 046

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	12 592	17 128	14 631	14 631
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	127	274	299	299
Impôt sur les sociétés (C)	293	1 161	1 231	1 231
Impôt sur les sociétés	289	1 146	1 218	1 218
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	4	15	13	13
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	-604	497	1 307	1 307
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	56	113	82	82
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	-721	166	1 029	1 029
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	55	88	109	109
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	1	1	1	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	-35	17	8	8
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	2	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	3	5	5
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	12	17	17
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	2	2
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	30	33	33
Recettes diverses	28	63	18	18
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	804	1 649	1 690	1 689
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 591	33 073	32 363	32 356
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 305	2 664	2 678	2 677
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	21	53	67	67
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	25	31	31
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	2	8	8
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	91	246	229	229



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	635	1 185	1 230	1 230
Contribution de sécurité immobilière	41	100	95	95
Autres conventions et actes civils	38	85	82	82
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	27	64	60	60
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-3	6	14	14
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	38	49	18	18
Timbre unique	23	65	64	64
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	7	39	71	71
Autres droits et recettes accessoires	0	1	0	0
Amendes et confiscations	3	7	24	24
Taxe générale sur les activités polluantes	2	5	11	11
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	5	5	5
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	25	30	28	28
Autres droits et recettes à différents titres	1	1	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	10	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	6	19	19
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	3	3	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	193	367	267	267
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	52	96	100	100
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	1	33	68	68
Prélèvements sur les paris sportifs	3	16	23	23
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	4	9	11	11
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	7	17	17
Taxe sur les transactions financières	62	118	96	96
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	3	3
Autres taxes	12	24	16	16
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	29 108	56 447	54 199	54 190
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	22 988	45 755	43 389	43 381



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	20	22	8	8
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	20	22	8	8
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	139	208	120	120
Revenus du domaine public non militaire	23	50	30	30
Autres revenus du domaine public	16	51	45	45
Revenus du domaine privé	3	7	8	8
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	31	34	17	17
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	64	65	18	18
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	2	2	2
Produits de la vente de biens et de services (C)	65	99	94	94
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	2	2	3	3
Autres frais d'assiette et de recouvrement	59	89	87	87
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	2	5	1	1
Autres recettes diverses	1	2	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	28	30	33	33
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	2	30	30
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	3	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	1	1	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	21	21	0	0
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	3	0	0



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	30	56	44	44
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	2	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	2	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	1	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	26	47	42	42
Frais de poursuite	1	2	2	2
Frais de justice et d'instance	1	1	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	1	0	0
Divers (F)	80	180	230	230
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	7	14	18	18
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	9	16	14	14
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	41	41
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	0	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	3	5	0	0
Recouvrements après admission en non-valeur	12	25	27	27
Divers versements de l'Union européenne	0	14	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	5	6	1	1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	4	5	5
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	7	47	40	40
Produits divers	0	2	3	3
Autres produits divers	32	44	79	79
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	361	595	530	530



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 791	-7 343	-7 218	-7 218
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 166	-6 327	-6 331	-6 332
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2	-2	-2	-2
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-9	-9
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-303	-383	-260	-260
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2	-2	-3	-3
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-18	-19	-16	-16
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-3	-3	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-286	-551	-572	-572
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-2	-7	-7
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-3	-39	-20	-20
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-14	0	0
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-4 735	-6 804	-7 197	-7 197
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-8 527	-14 146	-14 415	-14 415
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	182	401	124	124
Fonds de concours - coopération internationale	22	41	40	40
TOTAL FONDS DE CONCOURS	204	442	164	164

(1) ligne supprimée en 2014

(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 521	4 733	9 034	8 905	10 848	11 197	1 814	2 292
Aides à l'acquisition de véhicules propres	3	20	3	0	54	49	51	49
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	3	70	3	3	191	311	188	308
Développement agricole et rural	2	4	4	0	6	9	2	8
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	1	31	1	63	63	58	62	-5
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	1	2	2	3	2	1
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	23	32	25	8	67	50	42	42
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	0	39	0	0	0	-39
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	2	10	0	2	3	-8	3
Pensions	4 489	4 555	8 988	8 788	10 444	10 714	1 456	1 926
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	19	0	0	19	0	19	0
Comptes de concours financiers	9 349	4 555	18 454	15 137	8 700	6 156	-9 754	-8 981
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	17	0	60	17	8	17	-52
Avances à l'audiovisuel public	296	167	592	575	362	313	-229	-262
Avances aux collectivités territoriales	7 688	3 404	15 416	14 481	6 005	5 665	-9 411	-8 817
Avances aux organismes de sécurité sociale	1 347	965	2 410	0	2 312	0	-98	0
Prêts à des Etats étrangers	14	1	32	21	2	170	-30	149
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3	1	3	0	1	0	-2	0
Comptes de commerce	1 402	1 606	2 514	3 285	2 741	3 190	228	-95
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	64	117	118	137	120	147	1	9
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	13	23	23	26	15	3	-7
Couverture des risques financiers de l'Etat	201	341	202	0	341	0	140	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	26	123	34	45	123	76	89	31
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 093	1 008	2 132	2 952	2 124	2 946	-8	-6
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	119	0	0	0	-119
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	2	0	0	0	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	3	4	7	6	6	2	-1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	2	0	2	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	27	28	27	276	28	187	1	-89
Emission des monnaies métalliques	27	28	27	4	28	0	1	-4
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	0	272	0	187	0	-85
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 298	10 923	30 028	27 603	22 317	20 730	-7 711	-6 873
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 298	10 923	30 028	27 331	22 317	20 543	-7 711	-6 788

(1) mission supprimée courant 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2014
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	465	135	600
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-2	10
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	223	-33	190
	Total organismes à caractère financier	701	100	801
	CEPL			
	Régions	1 204	-592	612
	Départements	4 702	-2 653	2 049
	Communes	18 791	-2 648	16 143
	Hôpitaux	4 475	-12	4 463
	HLM	372	-40	332
	Autres CEPL	19 355	-1 433	17 922
	Total CEPL	48 898	-7 377	41 521
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 521	830	10 350
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	-41	2 314
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 208	993	3 201	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	478	1 281	
Total établissements publics nationaux	14 886	2 261	17 147	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	11 953	-1 807	10 145	
Communautés européennes	166	355	521	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	69	-2	68	
GIP	433	32	464	
EPLE	1 802	387	2 189	
Autres correspondants	12 122	-677	11 445	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-74	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 500	-334	14 166	
Total Dépôts de fonds du Trésor	91 103	-6 802	84 301	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	781	67	848
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 482	-766	2 716
	Intérêts courus sur comptes à terme	2	-2	0
	Total Comptes à terme	4 265	-701	3 564
Total Passif (A)		95 368	-7 504	87 865
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		1	-1	0
Total Actif (B)		2	-1	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		95 367	-7 502	87 864



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2014
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 457 220	20 034	1 477 254
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	36 415	1 103 356
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	34 039	939 084
- <i>taux variable</i>	142 776	2 264	145 040
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-18 613	197 823
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-19 434	185 207
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	2 232	176 075
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	0	0	0
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
Autres emprunts (C)	5 084	-14	5 070
TOTAL (A+B+C)	1 462 304	20 020	1 482 324



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} février jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.